

HADJ 2008

26 pèlerins décédés, 11 encore hospitalisés

Vingt-six hadji sont décédés aux Lieux Saints, lors du récent pèlerinage, selon la délégation de la Protection civile qui fait état, à la date du 19 décembre 2008, de 11 personnes hospitalisées ainsi que de 3 973 hadji égarés.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Selon la délégation de la Protection civile aux Lieux Saints (Biaatha Hadj 1429/2008), dans un bilan (BRQ n°24), daté des 18 et 19 décembre 2008, vingt-six pèlerins sont décédés tandis qu'une naissance a été enregistrée.

Dans un point de situation médicale, la Protection civile fait état de 37 620 consultations au niveau des antennes médicales et 846 consultations sur les sites d'hébergement, soit un total de 38 466 et 15 266 soins. Selon la même source, 94 personnes ont été hospitalisées dont 82 à La Mecque et Minen, 10 à Médine et 2 à Djeddah. A ce jour, 11 malades sont encore hospi-

talises. On indique aussi 62 cas hospitalisés au niveau des 57 antennes médicales de La Mecque et 5 antennes médicales de Médine, ainsi que 638 mises en observation dans les antennes médicales dont 518 à La Mecque et 120 à Médine. Le même bulletin relève l'existence de 2 malades insuffisants rénaux chroniques bénéficiant d'un programme de dialyse.

Toujours selon le même bulletin, 3 973 personnes se sont égarées à la date du 19 décembre dont 3 079 hadji à La Mecque, 506 à Mina et 388 à Médine. Ces personnes égarées sont 3 527 hadji de la Biaatha, 455 pèlerins relevant des agences nationales et 128



Photo : DR.

hadji des agences. Sur les égarés, 1579 pèlerins sont des hommes et 808 (?) des femmes. Cent quatre-vingt hadji ont, au total, bénéficié d'une aide financière auprès de la Biaatha suite à un vol ou une perte de pécule.

11 244 pèlerins transportés vers l'Algérie

Le même bulletin dresse le bilan des opérations quotidiennes au niveau de La Mecque où 11 hadji (dont 4 femmes), égarés, ont été retrouvés et accompagnés vers leurs hôtels respectifs,

et à Médine où 16 autres hadji (dont 8 femmes) ont vécu la même situation.

Aucun cas d'hospitalisation ou de perte de documents n'a été enregistré en ce jour (19 décembre). Par contre, deux hadji ont perdu leurs bagages, trois autres

leur pécule. En outre, la Protection civile relève que 15 hadji ont reçu les premiers soins, 3 hadji les secours médicalisés et l'accompagnement pour deux hadji.

Sur un autre plan, la Biaatha fait état, pour le 18 décembre 2008, de 10 départs à partir de l'aéroport de Djeddah vers les aéroports d'Alger, Tlemcen, Constantine, Annaba, Laghouat, Oran et Batna, pour un total de 2 337 hadji partant de Djeddah. Pour le 19 décembre 2008, le même bulletin indique 8 départs du même aéroport vers les mêmes destinations algériennes, pour un nombre de 1 828 hadji.

Soit un cumul entre Djeddah et l'Algérie de 43 vols, transportant 11 244 pèlerins. Ledit bulletin indique aussi le départ de 2 346 hadji de La Mecque vers Médine, soit en cumulé 6 023. **C. B.**

LE COMMISSAIRE CHARGÉ DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES AUPRÈS DE LA SÛRETÉ DE LA WILAYA DE BOUMERDÈS :

«Le blanchiment d'argent : un point de convergence entre crime organisé et terrorisme»

Si l'on trouve «dans la panoplie» des délinquants et autres terroristes le blanchiment d'argent sale, le contraire est aussi valable. Le noircissement de capitaux est une réalité.

Trafic de drogue, d'armes, de fausse monnaie, vol de vestiges archéologiques ou de voitures, enlèvement, racket et corruption sont, selon le commissaire, M. Toufik, chargé des affaires économiques auprès de la direction de la Sûreté de wilaya de Boumerdès, les principales sources de capitaux sales qui font l'objet de blanchiment. L'officier, qui a animé ce jeudi au siège de la Sûreté, une conférence de presse à l'attention des officiers opérationnels, des représentants de la Gendarmerie nationale, du DRS et des douanes, a décortiqué les mécanismes de recyclage des capitaux sales.

En préambule, il a développé l'aspect juridique du crime lié au blanchiment d'argent qui repose sur trois paramètres : la présence de capitaux provenant d'actions criminelles, l'impossibilité de leur utilisation en l'état, et en dernier lieu, le déclenchement d'une opération tout aussi illicite d'intégration dans un circuit économique légal.

Les techniques de blanchiment de capitaux usitées par les délinquants obéissent à un processus qui se réalise en trois étapes. D'abord le placement des

capitaux sales dans des opérations financières, comme par exemple l'achat de biens immobiliers, d'objets de grande valeur (tableaux ou bijoux), d'actions boursières, de création de sociétés-écrans... Ensuite, vient l'élimination, selon l'officier, de la traçabilité sur des fonds d'origine criminelle.

Enfin, l'injection de ces capitaux dans la masse monétaire légale. L'ouverture successive de plusieurs comptes bancaires est l'une des techniques utilisées pour empêcher la transparence. «A cet effet, la tâche des enquêteurs qui recherchent des preuves tangibles sur la relation entre l'acte criminel et les capitaux placés dans le processus de blanchiment devient très difficile», a conclu sur ce chapitre le commissaire. Le conférencier a attiré par la suite l'attention de l'auditoire sur le danger du financement du terrorisme.

Le noircissement de capitaux au profit des réseaux terroristes

«Les organisations terroristes sont financées par plusieurs sources légales ou clandestines. S'agissant des financements légaux, ils proviennent de collectes publiques ou de dons faits aux organisations légales. Dès lors, on peut considérer qu'il s'agit dans ce cas de noircissement de fonds», a-t-il lancé en guise d'avertissement à son auditoire. Par organisations légales finan-

çant l'activité subversive, le conférencier a visé les groupes sociaux ou organisations caritatives, idéologiquement proches des terroristes, qui amassent légalement de l'argent par le biais de collectes, de dons et de subventions de l'Etat à des fins d'utilité publique, mais qui l'injectent dans les réseaux de soutien au terrorisme. Passant en revue les moyens de financement des groupes armés, il a déclaré «le trafic de drogue, d'armes, les enlèvements, le racket, le vol de véhicules sont les sources de financements des groupes armés». Mais, selon lui, les terroristes privilégient de loin le trafic de drogue qui génèrent rapidement d'énormes capitaux.

Notons que pour la wilaya de Boumerdès, c'est le racket des fellahs notamment mais ce sont surtout les kidnappings qui permettent aux émirs des groupes armés d'amasser des dizaines de milliards de dinars. Nous y reviendrons.

Pour revenir à la conférence, l'orateur a rappelé qu'il est évident que les terroristes ont, semble-t-il, des objectifs d'ordre politique et idéologique, alors que les auteurs de crimes organisés sont motivés par des raisons économiques.

Mais le blanchiment d'argent et l'utilisation de la violence sont des points de convergence entre eux», a estimé le commissaire M. Toufik, qui a précisé que le crime organisé et le terrorisme consti-

tuent un sérieux problème de blocage du développement.

En fin d'intervention, l'officier a inventorié les principaux textes répressifs en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et de financement du terrorisme ainsi que les obligations des Etats dans ce domaine.

Le contexte local

Essayons, à l'occasion, de revenir au contexte de la wilaya de Boumerdès qui souffre du terrorisme et du fléau de la corruption pour résumer les interrogations et des inquiétudes de l'opinion publique de la région.

Quand les autorités identifient certains individus, pas tous, qui versent des rançons aux terroristes qui enlèvent leurs proches, elles procèdent à leur arrestation. Les payeurs ou les porteurs des sommes sont inculpés pour crime de financement du terrorisme.

Les circonstances atténuantes ne sont pas accordées. La décision de poursuite judiciaire appartient au magistrat et au législateur. Sur le plan éthique, la chose est sans aucun doute discutable. Là n'est pas notre propos.

La question qui se pose en la matière est relative à la curiosité des services de sécurité, tous corps confondus, pas toujours en alerte, semble-t-il, quant à l'origine de certaines sommes versées aux terroristes, même sous la contrainte. Il est incontestable que des familles, victimes des terroristes, sont honnêtes car leur

fortune n'est que le résultat de leur labeur. Par contre, d'autres individus, pas très propres, sont impliqués. L'opinion publique le remarque dans des opérations de corruption et singulièrement dans le pillage du sable.

Dès lors, les rançons versées aux émirs, même «sous la contrainte» ne seraient que le noircissement de fonds. Il est clair que les chefs des phalanges terroristes ne sont pas des enfants de cœur. Ils savent pertinemment que des milliards circulent en numéraire dans des réseaux informels. Ils s'y incrustent pour en récupérer une partie.

En second lieu, la même opinion publique demeure perplexe devant le record de rapidité battu par quelques nouveaux riches de la wilaya pour amasser des fortunes s'élevant à des milliards. L'administration-connexion, c'est-à-dire les relations, entre quelques ordonnateurs bien placés avec quelques entrepreneurs et autres gros bras, devraient, en théorie être un sujet de perplexité pour qui de droit. En effet, il se murmure dans les chaumières que des monopoles et des personnes réputées se sont installés. On parle également d'achats de biens immobiliers payés avec des sachets de billets. Serait-ce le blanchiment de fonds provenant des rackets, se demande le simple citoyen, qui ne comprend toujours pas pourquoi des personnes continuent de sévir en toute impunité. **Abachi L.**